

# Le travail ne fait que commencer

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGAUDELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

22 mars 2013

Le 14e congrès des élus s'est tenu. Mais à quel prix ? En présence de toutes les télévisions qui ont fait l'effort d'être sur le coup, nos élus nous ont donné un triste spectacle. Celui de responsables politiques venus afficher au vu et au su de la population leur désaccord. La tenue de ce congrès va à l'encontre de la règle qui veut que les élus se réunissent sur le sujet de l'évolution institutionnelle si, et seulement si, ils ont une commune volonté de faire évoluer ces institutions. Une règle qui s'appuie sur le simple bon sens. Mais Jacques Gillot a voulu, et c'est son droit, forcer le passage. Mais on ne peut contraindre en public ceux qu'on n'a pas réussi à convaincre en moult échanges et réunions privées. Tous ceux qui ne veulent pas voir aussi les choses sous cet angle cultivent la mauvaise foi. Pour autant, ceux de l'autre camp ne doivent pas tirer gloire de ces événements. Car nous allons au-devant de réelles complications si nos élus ne se décident pas à rentrer véritablement dans les méandres de cet acte III de la décentralisation. Déjà dans son récent rapport l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) préconise qu'on supprime en France les départements. Or, l'acte III de la décentralisation rogne déjà fortement sur les prérogatives de l'assemblée départementale. C'est une indication. Ensuite, il n'est pas sûr du tout — droit commun ou pas — que les dotations budgétaires de l'État soient à la hauteur de nos espérances. Surtout quand nous voudrons nous arroger de nouveaux périmètres de compétences. Les dotations de l'État aux collectivités locales diminueront de 3,5 milliards d'ici 2015. Or comme l'a indiqué la présidente du conseil général de La Réunion on s'éloigne du pacte de confiance promis par le candidat Hollande qui situait le volume des dotations au moins à leur niveau actuel. Faut-il rappeler qu'en ce qui nous concerne, il faudrait 1,6 milliard d'euros pour doter la Guadeloupe des stations d'épuration nécessaires, 600 millions d'euros pour assainir le traitement des déchets et sans doute deux fois plus pour qu'on ait enfin un vrai réseau de transport de personnes. Vraiment, on n'est pas sorti de l'auberge. Les élus doivent se convaincre que le travail ne fait que

commencer.